



Note décryptage – Projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne dans le domaine des **transports**, de **l'environnement**, de **l'économie** et des **finances**

Mise à jour le 31/05/2021

Ce texte gouvernemental, dit DADU, a été déposé par Barbara POMPILI, Ministre de la Transition écologique, Bruno LE MAIRE, Ministre de l'économie, des finances et de la relance, et Jean-Baptiste DJEBBARI, Ministre délégué chargé des transports, le 14 avril 2021. Le [projet de loi >>](#) déposé comporte 42 articles, répartis en 5 chapitres.

Selon le Gouvernement, ce texte *"doit permettre à la France, qui assurera la Présidence du Conseil de l'Union européenne à compter du 1^{er} Janvier 2022, de ne présenter aucun déficit de transposition et de disposer d'un droit national conforme à différentes évolutions législatives récentes de l'Union européenne (UE)".*

Ce projet de loi doit permettre à la France, qui assurera la présidence du Conseil de l'Union européenne à compter du 1^{er} Janvier 2022, de ne présenter aucun déficit de transposition et de disposer d'un droit national conforme à différentes évolutions législatives récentes de l'Union européenne (UE).

Parmi les douze réglementations à transposer, elles sont nombreuses : celle sur le transport routier, des dispositions sur la sécurité et la sûreté aériennes, le Brexit, des mesures pour faciliter l'exercice par les actionnaires de leurs droits, ou visant à accroître la capacité de financement des entreprises par les marchés au sortir de la crise sanitaire.

Calendrier

Projet de loi déposé au Sénat le 14 Avril 2021

Procédure accélérée engagée par le Gouvernement le 14 Avril 2021

Première lecture : Sénat (12 Mai – 19 Mai 2021)

Rapporteur : **Cyril PELLEVAS**, Sénateur de Haute-Savoie

Commission saisie sur le fond : Aménagement du territoire et développement local

Commission saisie pour avis : des Finances / des Affaires étrangères et de la défense

Première lecture : Assemblée nationale (20 Mai 2021 – ...)

Chapitre 1

DISPOSITIONS RELATIVES A L'AVIATION CIVILE

Articles 1 à 3 : Personnel volant

- Habilitation du Gouvernement à prendre des ordonnances en application de l'article 38 de la Constitution, pour la mise en œuvre des obligations de conduire des tests d'alcoolémie et autres substances psychotropes sur les équipages de conduite et de cabine
- Instauration d'une limite d'âge pour les pilotes dans le transport aérien commercial, fixé à 60 ans pour les avions et hélicoptères, à 65 ans pour les dirigeables

Articles 4 et 5 : Appareils volants

- Diverses mesures techniques et juridiques concernant les drones
- Renforcement des mesures de prévention concernant le transport de marchandises dangereuses par voie aérienne

Articles 6 à 12 : Dispositions diverses

- Dispositions spécifiques liées aux redevances aéroportuaires
- Dispositions relatives aux obligations de service public en matière de services aériens
- Dispositions spécifiques relatives au régime de responsabilité civile applicable aux transporteurs aériens (notamment les remboursements de billets d'avion)
- Dispositions encadrant les instructeurs en sûreté de l'aviation civile
- Durcissement des sanctions à l'encontre des passagers indisciplinés

Chapitre 2

DISPOSITIONS RELATIVES AUX TRANSPORTS TERRESTRES

Articles 13 à 24 : Dispositions diverses

- Engagement dans l'interopérabilité des systèmes de télépéage routier
- Renforcement de la lutte contre la fraude aux redevances routières entre ressortissants d'un Etat de l'Union européenne
- Dispositifs spécifiques aux casinos en mer
- Dispositions liées aux contrôles des marchandises et passagers à destination ou en provenance du Royaume-Uni

Chapitre 2 bis

DISPOSITIONS RELATIVES A LA PREVENTION DES RISQUES

Articles 25 à 27 : Lutte contre divers polluants

- Renforcement des sanctions des violations du règlement européen relatif au mercure
- Renforcement des sanctions des violations du règlement européen relatif aux fluides frigorigènes
- Renforcement des sanctions des violations du règlement européen relatif aux polluants organiques persistants

Chapitre 3

DISPOSITIONS RELATIVES AUX MINERAIS DE CONFLIT

Article 28 : Lutte contre le financement indirect de conflits armés

- Renforcement de l'arsenal juridique pour lutter contre les métaux et minerais de conflit, soit ayant contribué au financement de conflits armés ou à des atteintes aux droits de l'homme

Chapitre 4

DISPOSITIONS RELATIVES A LA PROTECTION ET A L'INFORMATION ENVIRONNEMENTALES

Article 29 et 30 : Qualité de l'eau

- Révision des échéances d'atteinte du bon état des eaux
- Dispositions relatives à la procédure d'agrément des installations d'assainissement non collectif (ANC)

Article 31 : Protection des espèces

- Renforcement des mesures relatives au contrôle des captures et mises à mort accidentelles de certaines espèces animales et de certaines espèces florales et arboricoles (inspiré de ce qui existe pour les cétacés)

Article 32 : Accès du public à l'information en matière d'environnement

- Mise en conformité du droit français sur le sujet

Chapitre 5

DISPOSITIONS EN MATIERE ECONOMIQUE ET FINANCIERE

Articles 33 à 42 : Dispositions diverses

- Dispositions spécifiques relatives aux droits des actionnaires
- Dispositions spécifiques relatives aux prestataires de services de communication et commercialisation de données
- Dispositions relatives à l'Autorité européenne des assurances et des pensions professionnelles
- Habilitation du Gouvernement à prendre des ordonnances en application de l'article 38 de la Constitution, pour la mise en conformité du cadre juridique relatif aux entreprises d'investissement
- Identification d'une autorité pour la violation des dispositions relatives à la lettre recommandée électronique
- Dispositions visant à favoriser le financement transfrontalier des entrepreneurs